

Réflexions clandestines



Youssef Jebri

Réflexions clandestines

© Éditions du Cygne, Paris, 2007
editionsducygne@club-internet.fr

www.editionsducygne.com

ISBN : 978-2-84924-051-9

Éditions du Cygne

Un nuage est venu ;
de nouveau sur l'herbe ont plu des pleurs ;
Sans vin vermeil il ne faudra pas vivre ;
Cette herbe qui ce jour est notre perspective
Sera sur notre tombe la perspective de qui ?

Omar Khayyâm, Rubayat

À ma mère, une femme libre.
À Y.E, mon professeur de français au lycée Lyautey.

Prologue

Je pourrais être votre voisin de palier, votre collègue de bureau, le voyageur assis à côté de vous dans le métro, le bus, le train ou l'avion. Je pourrais être le passant qui vous bouscule dans le rue et dont vous ne croisez même pas le regard. Je pourrais être un membre de votre famille, un cousin éloigné que vous ne rencontrez que lors d'un évènement familial important – généralement un enterrement – et dont vous ne connaissez ni le nom ni le prénom. Pourtant, je ne suis rien de tout cela. Je suis ce que les sociologues, les politologues et les responsables du pays qualifient de clandestin.

Oui, j'appartiens à cette catégorie d'individus prêts à tout pour fuir leur lieu de naissance. Las de devoir survivre et non vivre, jamais libre, j'ai quitté ce qu'en France l'on appelle communément le *bled*. Je ne pouvais plus envisager mon futur dans le pays qui m'a vu naître. Je me suis refusé de demeurer dans une contrée où la majorité est condamnée à vivre comme au moyen-âge. Des millions d'Africains ne disposent pas d'accès à l'électricité et l'eau courante. Ceux qui bénéficient au quotidien de ces basiques commodités – essentiellement ceux qui résident en ville – doivent encore s'armer de patience. De nombreux Africains urbains n'ouvrent leurs robinets que pendant certains

créneaux horaires. Le rationnement et le manque de pression suffisante pour distribuer l'eau courante de manière permanente à l'ensemble des habitants des agglomérations rythment le quotidien de millions d'Africains. Mêmes les grandes villes et les capitales n'échappent pas aux délestages sauvages effectués par les compagnies d'électricité.

Malheureusement, il n'y a pas que cela. Rester au pays suppose également que je compose avec les maladies qui virent à la pandémie et que j'accepte, à défaut de démocratie, l'autorité d'hommes au pouvoir à vie. La corruption des classes dirigeantes et l'inflation galopante définissent le mode de gestion des affaires de la nation. Partout en Afrique, des poètes, des écrivains, des journalistes et des libres-penseurs croupissent en prison. Le continent s'est mué en un gigantesque champs de bataille. Les guerres civiles déclenchées pour des raisons futiles ne se comptent plus. Pour un morceau de terre, les hommes partent en guerre. Armés jusqu'aux dents mais le ventre vide, encore mineurs, les enfants africains ne jouent plus à la guerre : ils la font.

En lieu et place des brimades et des ratonnades, du chômage qui touche toutes les tranches d'âge et d'absence d'espérance dans l'existence, j'aspirais à flâner dans les rues propres des villes occidentales, disposer à mon tour de ces technologies qui améliorent considérablement le bien-être de tous les jours, gagner dignement ma vie et surtout bénéficier du respect de mes droits et de ma personne. Accessible uniquement de manière virtuelle via Internet et les paraboles, ce

monde semble irréel à beaucoup de mes compatriotes. Les dirigeants de la planète, les économistes et les spécialistes en tout genre s'accordent à dire que le développement conduit à l'instauration de la démocratie. Après un demi-siècle d'indépendance et des décennies de tyrannie, les dictatures durent toujours ; les économies croulent sous le poids de la dette et les famines sont de plus en plus fréquentes et dévastatrices. Le développement et la démocratie ne veulent décidément pas venir nous rendre visite en Afrique. Dans mon pays en tout cas, je n'ai vu ni l'un ni l'autre. Du coup, je suis parti. Là-bas, au Maroc, j'avais, pour me réchauffer le cœur, le soleil et l'affection des miens. Ici en France, je suis un clandestin, un sans-papiers traqué par les autorités, vivant dans la peur d'être expulsé.

Il ne faut pas nous en vouloir, si face à l'Europe et à sa politique des visas, nous, les Africains, nous contournons les lois. Guère avares de nos peines, nous sommes prêts à tout pour entrer dans l'espace Schengen. Quelques-uns bénéficient du droit au regroupement familial. D'autres rêvent d'amour, de mariage, d'une vie à deux pour toujours. Les romantiques continuent de rêver pendant que les plus pragmatiques optent pour un « mariage blanc ». Vrais sentiments ou faux-semblants, manipulations ou suspensions : est-ce que tout le monde ment ? Peu importe... L'essentiel est ailleurs. Il se situe au bout d'un couloir de la Préfecture, au guichet « Étrangers ». Les plus chanceux ressortent de là, un large sourire égayant leur visage, la carte de séjour en poche. Je ne vais pas vous raconter comment j'ai quitté mon pays pour venir vivre

en France. Mon histoire est bien trop banale pour plaire, rien de sensationnel, point de larme ni déchirement de l'âme. Je suis passé par la voie classique, celle du visa touristique. Mehdi, un lointain cousin installé en région parisienne, s'est proposé de me fournir un certificat d'hébergement. Son aide ne fut pas gratuite, preuve irréfutable que son offre n'était pas fortuite. Tout se marchande dans ce bas monde.

– 2500 dirhams ! La moitié maintenant, le reste à la réception du document. J'enverrai le certificat d'hébergement au domicile de Younès. Il te le remettra contre le versement du complément.

Dès lors que tu payes, tout se monnaie. Mehdi est ainsi ; il pense au profit même avec les membres de sa famille. En homme d'affaires efficace, il a tenu ses engagements. Trois semaines plus tard, j'étais en possession du certificat d'hébergement.

Des relevés de compte trafiqués et une fausse attestation de travail ont permis la constitution du dossier de demande de visa. J'ai également acheté un billet d'avion aller-retour comme l'exigeait le consulat de France, même si je savais d'avance que le retour ne me serait d'aucune utilité. J'ai accordé un soin particulier au choix de la tenue à porter le jour du dépôt de la demande de visa, histoire de faire bonne impression auprès du fonctionnaire français chargé d'examiner mon dossier. Devant le vide désolant de mon placard, j'ai sollicité les membres de la famille. La chemise grise de mon père, le pantalon à pinces et les chaussures noires de mon frère ont fait l'affaire.

À la surprise générale, j'ai obtenu mon visa. La

France m'a accordé le droit de séjourner un mois sur son territoire. J'ai décidé de rester bien au-delà de la durée de validité de mon visa. *Hreguet* ! Littéralement : j'ai brûlé ! Qu'ai-je brûlé ? Mes papiers, pensais-je au départ ? Ce passeport vert, qui au lieu de m'ouvrir les portes du voyage, me verrouille l'entrée de l'Europe et de son espace Schengen. C'est fou comme un lieu de naissance identifié par la couleur d'un passeport peut conditionner le destin d'un individu. *Hreguet* donc tout document pouvant révéler ma véritable identité et déboucher sur un arrêté de reconduite à la frontière, un euphémisme pour dire « Dehors ! » En contemplant l'autodafé, je savais que je devenais un clandestin espérant vivre de meilleurs lendemains. Aujourd'hui, j'ai enfin appris, qu'ici comme ailleurs, je suis condamné à supporter le poids de l'étouffement.

1

Sept années se sont écoulées depuis mon arrivée en France, sept années de clandestinité passées à veiller, avec attention, à éviter l'arrestation. Depuis que je vis à Paris, j'ai appris à gérer l'angoisse du contrôle d'identité. Sur un coup de dé, j'ai vu partir Idrissa et Mounir. En tournant au bout de la rue, ils sont tombés nez à nez avec une patrouille de police. Pris de panique, ils ont tenté de rebrousser chemin, de revenir sur leurs pas. Ce brusque changement de direction a éveillé les soupçons des policiers qui se sont empressés de procéder à leur interpellation. Pour défaut de papier, Idrissa et Mounir se sont retrouvés menottés et en état d'arrestation, dernière étape avant l'expulsion. Impitoyable la machine administrative s'est mise en action. Ultime recours : un arrêté favorable de la Cour. Ils subissent une nouvelle désillusion car la France refuse de leur délivrer un titre de séjour et décide de les expulser pour toujours. Fin de l'histoire. Quand j'y repense, j'enrage ! Pour cinq minutes, leurs espoirs et leurs projets se sont évaporés. S'ils avaient quitté ce bar cinq minutes plus tard, ils seraient probablement encore là, tentant – certes vainement – de concrétiser leurs rêves. Maudites minutes ! Maudit destin.

Sur l'entremise de Mehdi, toujours lui, j'ai loué une chambre avec une douche et un petit coin cuisine. Les

quittances sont à son nom et à chaque fin de mois, je lui verse, en liquide, le montant du loyer majoré de dix pour cent, le prix de sa commission. Dans cette chambre, je vis à l'étroit, mais ça va. Je ne suis pas à plaindre. De ma fenêtre, je vois la Tour Eiffel, la belle demoiselle. Quand j'ouvre les volets de ma chambre, elle me redonne de l'espoir et du courage. Des milliers de candidats à l'émigration clandestine meurent en tentant de pénétrer en Europe. Moi, au moins, j'ai eu la chance de pouvoir entrer dans la forteresse.

Pour subvenir à mes besoins, je suis contraint d'occuper des emplois non-déclarés. Juste après mon arrivée en France, j'ai travaillé sur des chantiers de construction. N'ayant jamais rien fait de mes mains, définitivement fâché avec le marteau et le pinceau, j'ai abandonné pour tenter ma chance en tant que serveur. J'ai tenu deux mois. Je travaillais sept jours sur sept. Je démarrais mon service à quatorze heures et je terminais entre minuit et une heure du matin. Payé vingt euros par jour, je devais servir en salle, faire la plonge et nettoyer le bar après la fermeture. Il fallait accepter les colères des joueurs qui avaient tout perdu au rapide, au loto ou aux courses de chevaux, les délires des clients alcoolisés, l'ambiance de misère et être prêt à risquer sa vie pour défendre la caisse. Je suis vite parti. J'ai également essayé de vivre de bricoles, de réparations de paraboles qui s'affolent et d'ordinateurs aux disques durs qui saturent. La demande était bien trop aléatoire pour pouvoir en faire un gagne-pain quotidien.

Pour finir, je gagne ma vie en donnant des cours particuliers à des collégiens et des lycéens. Malin clin

d'œil du destin : moi, le clandestin, j'enseigne aux petits Français les subtilités de la langue de Molière et Prévert. Et pour leur apprendre les règles de conjugaison, de grammaire et d'orthographe, je leur fais visiter le Bled... et le Bescherelle.

Je remplis aussi le rôle d'écrivain public pour les immigrés qui ne maîtrisent pas la langue française. Sur commande, je rédige des courriers en tout genre destinés au Trésor public, à la Caisse d'assurances maladie ou aux Assedic. L'aide à la rédaction des lettres de motivations et des curriculum vitae figure également dans le catalogue des services que je propose à mes clients. À leur demande, je les accompagne lors de leurs rendez-vous avec l'administration. Dans mon quartier et à la mairie de mon arrondissement, nul ne me soupçonne d'être un sans-papiers. Ils croient tous que je suis un étudiant de Province venu poursuivre mon cursus universitaire dans la capitale. La discrétion me permet de me dissoudre dans la masse, de passer inaperçu. Même José, mon premier et plus ancien client, ne se doute de rien.

José est lui aussi un immigré. Arrivé en France au milieu des années soixante, à l'âge de dix-huit ans, il a quitté le Portugal pour fuir la dictature de Salazar. Il a traversé son pays et franchi les Pyrénées à pied. Toute sa vie, il a travaillé sur des chantiers. Quarante ans plus tard, ses connaissances en français – qu'il ne sait toujours ni lire ni écrire – demeurent rudimentaires. José est un parfait exemple d'intégration, n'est-ce pas ?! En tant que ressortissant européen, aux yeux des Français, il est un migrant moins étranger que les autres immi-